



Déclaration préalable des représentants FSU au CTSD du 6 septembre 2012

Monsieur le directeur Académique,

Pour la première fois depuis plusieurs années, ce CTSD de rentrée se tient dans un contexte où l'école est présentée par le gouvernement comme une priorité et où une rupture avec la politique éducative est annoncée.

Paradoxalement, cette rentrée se fait sur la base d'un budget aussi insuffisant que contesté par tous les partenaires de l'école.

Les 36 postes supplémentaires accordés au Rhône (en fait 27 moyens effectifs, compte tenu de la nécessaire formation des PES récemment recrutés), marquent, certes, un signe de changement mais constituent une goutte d'eau au regard des besoins criants et négligés depuis de trop nombreuses années, des écoles du département.

C'est sans doute la raison qui a poussé certains IEN du département à venir compter tête par tête, les enfants présents dans les classes à cette rentrée, mesure une fois encore ressentie - et à juste titre - comme un déni de confiance envers les directrices et directeurs.

Sur les effectifs, le remplacement, les moyens d'aide aux élèves en difficultés ou en situation de handicap, la direction d'école ... pour ne citer que ceux-là, les attentes de mesures concrètes des enseignants et de leur partenaires sont nombreuses.

Nous attendons de ce nouveau gouvernement, autre chose que des annonces médiatiques de changement ou des pavés dans la mare sur le serpent de mer des rythmes scolaires.

La nécessaire refondation de l'école ne se fera ni dans la précipitation ni sans moyens, ni sans les enseignants. Ceux-ci et leurs représentants y veilleront.

En dehors de toutes les situations d'école que nous allons étudier, nous vous demandons dès ce jour de renoncer aux retraits des postes RASED que vous avez opérés l'an passé sous le gouvernement précédent et de maintenir les postes RASED notamment G non pourvus faute de candidature, pour qu'à minima, les élèves les plus en difficultés ne soient pas, dans ce contexte, une fois encore les plus touchés par une politique d'austérité éducative que nous espérons ne plus vivre.